

Hebdomadaire
congolais
d'investigation
et d'information
générale

MANAGER HORIZON

MH
SARLU

13^{ème} année N°548 du 04 au 11 mai 2026 Siège social: 226 Rue Bangou (croisement avenue des 16^{ème} plateau des 15 ans) C/78 OCH Moungali-III Rép. du Congo
Tél: 06 438 30 40 / 22 613 87 37 E.Mail: managerhorizon@yahoo.fr / Prix: Congo : 500 F CFA; Afrique Francophone 500 F CFA - Zone Euro: 2 E

La CAF secouée par une nouvelle affaire,^(P.8) elle aurait viré 27000 dollars directement sur le compte de Jean-Guy Blaise Mayolas

**Madame la ministre Irène
Marie Cécile MBOUKOU
KIMBATSA a relevé un grand
défi avec le Registre social
unique !**

(P.4)



Clément Miérassa et ses collègues chargent le pouvoir !

(P.10)



**Juste Désiré Mondélé, un
changement de
paradigme nécessaire
pour accélérer le
développement !**

(P.3)

**Aujourd'hui, Stev
Simplice ONANGA,
ministre des
hydrocarbures.
Parcours
atypique dans
l'exemplarité !**



**Urbain Fiacre
OPO, l'Homme
de la situation
pour impulser
une nouvelle
dynamique !**

(P.5)



**Noël Léonard
ESSONGO,
Compagnon fidèle
avec loyauté au
cœur à la main :**

(P.6)

Liste des membres du gouvernement MAKOSSO III.

(P.12)

1er Mai 2026 : La CSC appelle à des réformes profondes pour cristalliser les espoirs des travailleurs

À l'occasion de la Fête du Travail, célébrée le 1er mai à Brazzaville, la Confédération syndicale congolaise (CSC) a exhorté ses adhérents à engager des réformes structurelles, à renouveler ses instances et à accélérer les adhésions pour en faire le fer de lance des aspirations de tous les travailleurs.

Lors de la lecture du message du secrétaire général Daniel Mongo, assurée par Jean-Charles Maniongui, secrétaire chargé de la communication, l'organisation a invité ses militants à se mobiliser dans la discipline et la paix pour les combats à venir. "L'avenir de la CSC en dépend", a-t-il souligné. L'instance dirigeante s'est engagée à poursuivre la lutte pour faire aboutir les revendications tout en préservant les acquis sociaux, malgré une conjoncture économique persistante.

Parmi les griefs prioritaires figurent le chômage endémique, la précarité exacerbée par l'inflation galopante des biens et services, ainsi que le déprissement des entreprises publiques et parapubliques (SOCICO, CNTF, CFCO, Pavés du Congo, SOPECO et autres), marqué par des licenciements abusifs et le non-paiement des droits sociaux. La CSC dénonce également l'accumulation alarmante d'arriérés de salaires dans les établissements publics et collectivités locales, l'indifférence face aux droits des travailleurs d'entreprises liquidées, le retard dans l'adoption du nouveau code du travail au Parlement, l'absence d'élections professionnelles et le non-respect effectif du SMIG à 70 400 francs CFA par les employeurs.

Le secrétariat confédéral a salué les avancées gouvernementales, notamment



la mise en œuvre de la Caisse d'assurance maladie universelle (CAMU), l'intégration progressive des enseignants communautaires, des pigistes de la communication et des contractuels ministériels dans la fonction publique, ainsi que la ratification de conventions internationales clés : la n° 94 sur les clauses de travail dans les contrats publics, la n° 121 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, la n° 130 sur les indemnités de maladie, la n° 131 sur les salaires minima, la n° 135 sur les représentants des travailleurs et la n° 142 sur la valorisation des ressources humaines.

Toutefois, la CSC presse le gouvernement d'achever la ratification des cinq conventions restantes jugées essentielles : la n° 17 (1925) sur la réparation des accidents du travail, la n° 18 (1925) sur les maladies professionnelles, la n° 151 (1978) sur les relations de travail dans la fonction publique, la n° 159 (1983) sur la réadaptation des handicapés et la n° 88 (1948) sur le service de l'emploi. La 140e édition de cette Fête des droits des travailleurs s'est déroulée sous le thème "Un appel renouvelé pour l'emploi, la paix et la démocratie en vue d'une prospérité partagée".

Carine Mabengué

140e édition de la Fête des travailleurs : Le SYNESUP revendique le relèvement du point indiciaire de 350 à 450 comme un acquis majeur de sa mandature

À l'occasion de la 140e édition de la Fête des travailleurs, le 1er mai 2026 à Brazzaville, le secrétaire général du Syndicat des enseignants du supérieur (SYNESUP), Jean Didier Mbelé, a mis en exergue les avancées phares de la mandature en cours à l'université Marien Nguouabi, dont le relèvement du point indiciaire de 350 à 450 pour les travailleurs de cet établissement.

Parmi les victoires arrachées par le SYNESUP figurent l'application intégrale du protocole d'accord signé en 2019 avec le gouvernement, qui a permis le règlement de quatre mois de salaires impayés et de deux années d'heures supplémentaires dues. Le syndicat s'est également félicité d'avoir obtenu, sous la pression de ses actions, les nominations aux postes vacants à la présidence de l'université Marien Nguouabi. Autre conquête notable, l'alignement par décret de 2024 de l'âge de départ à la retraite des agents de l'université sur celui des fonctionnaires de l'État, complétant ainsi le statut particulier de ces personnels.

Interpellant ses camarades syndicalistes sur les combats à mener, Jean Didier Mbelé les a exhortés à poursuivre des actions efficaces et pacifiques, en strict respect des mécanismes syndicaux. Il a appelé les militants à s'investir pour le paiement régulier des salaires des agents de l'université Marien Nguouabi, au même rythme que celui des fonctionnaires publics, ainsi que pour l'apurement des arriérés couvrant août et septembre 2024, puis février, mars et avril 2026. Le secrétaire général a également évoqué le non-paiement intégral des heures diverses dues et de la prime de



pléthore, la nécessité d'un deuxième protocole d'accord pour solder la dette sociale de l'université sur la période 2019-2026, le montant excessif des prélèvements IRPP sur les salaires des enseignants, la réinstallation des infirmeries dans les principaux sites universitaires, et l'achèvement des bâtiments inachevés destinés aux salles de classe de la faculté des sciences et techniques, situés entre les amphithéâtres André Bouya et Antoine Ndinga Oba.

Le SYNESUP a salué la disposition des enseignants-chercheurs de l'université Marien Nguouabi à assumer pleinement les missions que la République leur confie, tout en formulant le vœu que les problèmes structurels de cet alma mater trouvent une résolution rapide, afin de pérenniser un climat de paix au sein de cet établissement d'enseignement supérieur public. Cette célébration du 1er mai 2026 s'inscrit dans le contexte du 9e congrès ordinaire du SYNESUP.

Sainte-Mack- Bernadette

Coopération Congo - Russie : Denis Sassou-N'Guesso reçu en toute solennité au Kremlin par Vladimir Poutine !

Le président de la Russie, Vladimir Poutine, a accueilli en grande pompe Denis Sassou-N'Guesso, président de la République du Congo, lors d'une rencontre au Kremlin le mercredi 26 avril 2026. Cette rencontre avait pour objectif principal de discuter des perspectives de coopération et de renforcer les relations bilatérales, en mettant l'accent sur le développement économique.



Les échanges entre les deux dirigeants du Monde ont porté sur les perspectives de coopération pour le développement des relations bilatérales, principalement dans le domaine économique.

Rencontre au sommet : affirmation d'une coopération renforcée

Le mercredi 29 avril 2026 a été marqué par un événement solennel au Grand Palais du Kremlin, où Denis Sassou-N'Guesso a été reçu dans la majestueuse salle Saint-Georges. Cette salle, emblématique, a servi de cadre à une rencontre qui symbolise une amitié renouvelée entre le Congo et la Russie.

Les discussions ont mis en lumière une avancée significative dans les relations entre les deux pays, ouvrant la voie à des projets stratégiques et une coopération renforcée. Les deux présidents ont exprimé leur volonté commune de travailler ensemble pour un avenir prospère et partagé, renforçant ainsi les liens bilatéraux.

Une dynamique positive entre Brazzaville et Moscou

Les relations entre Brazzaville et Moscou connaissent une dynamique positive indéniable. Denis Sassou-N'Guesso et Vladimir Poutine se sont engagés dans un partenariat stratégique visant à approfondir leur collaboration et à explorer de nouvelles pistes de développement.

Vladimir Poutine a assuré son homologue congolais de la signature prochaine d'un plan conjoint dans le domaine économique. Le président russe a exprimé l'importance de cette visite pour le renforcement des liens entre les deux pays, soulignant les perspectives économiques prometteuses, notamment dans les secteurs de la prospection géologique, de l'énergie, de la logistique et de l'agriculture.

Projets prioritaires et engagements réciproques

Le président Denis Sassou-N'Guesso a exprimé sa satisfaction quant au renforcement des liens entre les deux pays, soulignant l'importance des relations d'amitié, de solidarité et de coopération dans divers domaines, y compris la sécurité et la défense.

Parmi les projets prioritaires discutés, la construction d'un oléoduc de plus de 1 000 kilomètres a été mentionnée, reliant l'océan Atlantique au nord du Congo, à Ouessou (Département de la Sangha), précisément.

Cette rencontre au sommet au Kremlin témoigne de la volonté des deux présidents de mettre en place une coopération fructueuse et durable, posant les bases d'un partenariat riche en opportunités pour les deux Nations.

Saint-Gray

**Lisez et faites lire
Manager Horizon, votre journal
d'investigations et d'informations
générales**

Ministère de l'assainissement, du développement local et de l'entretien routier : Juste Désiré Mondélé, un changement de paradigme nécessaire pour accélérer le développement !

Reconduit dans le nouveau gouvernement de la République du Congo, Juste Désiré Mondélé, ministre de l'assainissement, du développement local et de l'entretien routier, s'engage à intensifier ses efforts pour un meilleur bien-être des populations.

Juste Désiré Mondélé entend mettre l'accent sur des actions coordonnées et un changement de paradigme pour répondre à la confiance que lui a accordée le Chef de l'Etat congolais, Denis Sassou-N'Guesso, en le nommant dans le nouveau gouvernement post élection présidentielle.

Un changement de paradigme nécessaire

Dans sa mission régalienne, Juste Désiré Mondélé souligne l'importance de changer de paradigme pour accélérer le développement. Il déclare : " Ce que les citoyens, les populations, attendent de nous, c'est de changer de paradigme et d'aller vers l'accélération de la marche ". Juste Désiré Mondélé met en lumière l'importance de cette transformation fondamentale. Selon lui, pour répondre aux attentes des citoyens et des populations, il est crucial de revoir les approches traditionnelles et de se diriger vers une accélération du progrès. À l'évidence, le message de Juste Désiré Mondélé résonne comme un appel à l'action. Pour véritablement progresser, il est de devoir pour chaque citoyen, non seulement d'adopter de nouvelles façons de penser, mais aussi d'agir avec détermination et rapidité. Ce changement de paradigme est à la fois nécessaire et inévitable pour un développement durable et inclusif. Pour atteindre ses objectifs, le ministre Juste Désiré Mondélé mise sur plusieurs axes, notamment la



Juste Désiré Mondélé

conscientisation des citoyens aux questions d'assainissement. Il insiste sur la mobilisation communautaire et citoyenne, pour une prise de conscience accrue de l'environnement de vie des Congolais. L'implication des collectivités locales est également cruciale dans ce projet d'accélération.

Diversification économique et économie verte

Le ministre Juste Désiré Mondélé appelle également à la diversification de l'économie en encourageant la jeunesse à s'engager dans une économie verte, axée sur la transformation écologique et l'économie circulaire. Il souligne l'importance de l'innovation économique et de l'employabilité des jeunes dans ces nouveaux secteurs.

" Nous nous propulsons vers une économie de transformation, une économie écologique, donc une

économie verte, et une économie dite circulaire ", explique le ministre Juste Désiré Mondélé. De nombreuses start-ups et jeunes entrepreneurs se sont déjà lancés dans cette voie, transformant des déchets en produits innovants tels que des sandales et des chaussures. Avec l'adoption de la politique nationale de l'assainissement, le ministre de l'assainissement, du développement local et de l'entretien routier, Juste Désiré Mondélé estime que le développement local sera accéléré au cours du nouveau quinquennat. Il appelle ses collaborateurs à redoubler d'efforts pour améliorer le rendement sur le terrain et répondre aux attentes des citoyens.

En somme, Juste Désiré Mondélé se montre déterminé à mener la République du Congo

vers un avenir plus propre et plus durable, en s'appuyant sur l'innovation, la mobilisation communautaire, et la diversification économique.

Un retour sur le terrain de l'assainissement urbain d'un autre genre!

À la faveur de sa sortie inaugurale après le renouvellement de la confiance par le président de la République et le chef du gouvernement en qualité de ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'entretien routier. Pour le premier samedi du mois du gouvernement Makosso III, Juste Désiré Mondélé, a équipé des centres de santé intégré de Brazzaville en équipement et matériel d'assainissement.

En effet, le ministre de l'assainissement urbain, du développement local et de l'entretien routier, Juste Désiré Mondélé, a donné, le mai des bacs à ordures à plusieurs centres de santé intégrés (CSI) de Brazzaville, à l'occasion de la journée mensuelle dédiée à l'assainissement.

Ont bénéficié de cette faveur, les centres de santé intégrés de Moukondo, Jeanne Viale et Poto-Poto. L'acte intègre le premier samedi de chaque mois, institué comme journée nationale de salubrité publique.

Dans son intervention, le ministre a souligné le caractère conjoint de cette action, menée en collaboration avec le ministère de la santé et de la population aux mains du professeur Jean Rosaire

Ibara dont les équipes ont activement participé à l'opération. Juste Désiré Mondélé a indiqué que son département entend désormais orienter ces journées vers des thématiques précises, en mettant un accent particulier sur le secteur de la santé. " L'hygiène constitue le premier médicament ", a-t-il rappelé, insistant sur la nécessité d'assainir en priorité les structures sanitaires.

Au programme de cette journée : nettoyage des sites, désinfection des espaces, travaux de peinture et dotation en équipements de collecte des déchets.

L'objectif est d'améliorer durablement les conditions d'accueil et d'hygiène dans les centres de soins. Mais, au-delà de cette action ponctuelle, le ministre a lancé un appel à l'implication de tous : administrations publiques et privées, citoyens congolais et résidents étrangers, afin de faire de l'assainissement un engagement quotidien et non limité aux journées dédiées.

Il a également annoncé une volonté de renforcer les capacités techniques et logistiques des collectivités locales, notamment les mairies d'arrondissement, en vue d'étendre les efforts d'assainissement aux quartiers et aux zones rurales.

Présente à cette activité, l'administrateur-maire de Mougali, Sylvia Makosso Ngakabi, a salué cette initiative qui, selon elle, s'inscrit dans la continuité de la politique nationale de salubrité instaurée depuis 2018. Elle a exhorté les populations à s'approprier cette démarche pour garantir un environnement sain.

Du côté des professionnels de santé, l'initiative est également bien accueillie. Le médecin-chef du district sanitaire de Poto-Poto a exprimé sa satisfaction, soulignant que l'hygiène constitue un levier essentiel pour la prévention des maladies.

À travers cette action, les autorités entendent renforcer la culture de la salubrité et accélérer la dynamique de développement urbain engagée dans le pays.



GOVERNEMENT : Madame la ministre Irène Marie Cécile MBOUKOU KIMBATSA a relevé un grand défi avec le Registre social unique !

A l'heure où la ministre Irène Marie Cécile MBOUKOU KIMBATSA a cédé le portefeuille ministériel des affaires sociales et de l'action humanitaire à sa collègue Lydie Pongault pour un nouveau challenge aux PME et à l'artisanat, il a plu à notre rédaction de revenir sur les fondements de l'inauguration du siège du Registre social unique en République du Congo couplé aux journées portes ouvertes sur l'action sociale avec un immeuble imposant qui supprime le quartier OCH-Moungali à BRAZZAVILLE.

Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso avait inauguré le 10 avril 2026 le siège destiné à abriter le registre social unique (RSU) du ministère des Affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire. La cérémonie, organisée en marge du lancement de la 3e édition des Journées portes ouvertes sur l'action sociale au Congo, avait réuni notamment la ministre Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa Goma, des membres du Gouvernement ainsi que l'ambassadrice de France, Mme Claire Boudonyi, et la représentante de l'UNESCO au Congo, Mme Fatoumata Barry, agissant au nom du coordonnateur résident du système des Nations-Unies.

Ce bâtiment a été réalisé dans le cadre du projet Lisungi, avec l'appui de la Banque mondiale, sur financement provenant du budget de l'Etat congolais. Pour l'administrateur-maire de Madibou, Alain Milandou, représentant sa collègue de Moungali, l'arrondissement 4 devient désormais le siège-bureau du RSU au Congo. Il avait adressé ses félicitations au Gouvernement.

Le directeur du cabinet d'architecture Astuces Congo, Cyriaque Itoua, avait présenté les caractéristiques techniques de l'ouvrage, un R+2 construit en six mois pour un coût global estimé à 663.722.125 FCFA. Le siège flamboyant du RSU, de type R+2 sur une superficie de 1 666 m²,



vient d'être mis en service. L'objectif est de réduire les inégalités sociales en assurant une intervention ciblée de l'État en faveur des vulnérables", avait indiqué le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, évoquant une volonté politique qui vise à placer l'amélioration des conditions de vie de la population au cœur de l'action publique. L'ambassadrice de France, Mme Claire Boudonyi, avait quant à elle souligné que cette cérémonie constituait une nouvelle occasion de mettre en avant la qualité du partenariat entre le Congo et la France. Elle avait rappelé que depuis 15 ans, la France

accompagne les efforts de la République du Congo dans le domaine de l'action sociale.

Au nom du coordonnateur résident du système des Nations-Unies, Mme Fatoumata Barry avait remis à la ministre en charge de l'action humanitaire des kits de communication destinés aux urgences humanitaires : 729 radios solaires, et 700 clés USB renfermant des ressources pédagogiques essentielles. Cet appui répond, selon les organisateurs, à un besoin global des populations les plus vulnérables.

La ministre Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa Goma avait affirmé que ce bâtiment n'était pas

seulement un édifice administratif, mais "une maison de la solidarité nationale". Elle avait expliqué que les équipes chargées d'identifier, d'accompagner et de soutenir les ménages les plus pauvres disposent désormais d'un cadre adapté, d'outils modernes et de conditions de travail conformes à l'importance de leurs missions. Elle avait rappelé que le RSU constitue le système national d'enregistrement des ménages pauvres.

Selon elle, le RSU représente "la colonne vertébrale" du dispositif de protection sociale : une base de données partagée par les différents programmes sociaux

afin que chaque investissement dans la solidarité parvienne réellement aux bénéficiaires. Elle a aussi insisté sur la fin des doublons et de la dispersion des ressources, en faveur d'une approche fondée sur la coordination, la transparence et l'équité.

La ministre avait remercié la Banque mondiale pour son accompagnement à chaque étape du processus : de la conception du système à la construction du siège, ainsi que du développement informatique à la formation des équipes. Elle avait également exprimé sa reconnaissance à la France pour une coopération durable, qu'elle souhaite voir se renforcer davantage.

L'inauguration s'était tenue en même temps que le lancement de la 3e édition des journées portes ouvertes sur l'action sociale au Congo, placées sous le thème : "Accompagnement social des bénéficiaires, gage d'une insertion économique durable".

Pendant cinq jours, des bénéficiaires du projet Téléma qui venaient de Brazzaville, Pointe-Noire et du Pool avaient présentés leurs savoir-faire dans des domaines tels que l'agropastoral, l'alimentaire, la couture, la cosmétique et d'autres activités.

Avec l'opérationnalisation du Registre Social Unique, le Congo se dote d'un outil moderne et structurant pour mieux cibler ses politiques sociales. Ce dispositif marque une avancée significative vers une gouvernance plus transparente, une meilleure efficacité des programmes publics et une prise en charge plus digne des populations les plus vulnérables.

Désormais tournée aux PME et à l'artisanat, Madame la ministre MBOUKOU KIMBATSA se veut rassurée pour surmonter un nouveau challenge. Attendons voir et reste qu'à lui souhaiter pleins succès.



MANAGER
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°548 du 04 au 11 mai 2026

Abibe Ayoka

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Ministère des industries minières et de la géologie : Urbain Fiacre OPO, l'Homme de la situation pour impulser une nouvelle dynamique !

Il est des hommes qui ne tarissent pas d'éloges tant le foisonnement de leurs diverses œuvres ou contributions significatives. Ici, elles se veulent intellectuelles, politiques, scientifiques ou culturelles. Et comme le stigmatisait le célèbre philosophe allemand Hegel qu'à chaque époque de l'histoire correspondent des hommes. Ceux-ci se distinguent des autres chacun dans un domaine donné et sont très souvent appelés héros dans l'ombre.

C'est justement l'objectif poursuivi par notre rédaction de révolutionner une certaine culture devenue quasiment une coutume de ne parler de nos pionniers qu'à titre posthume. Or, à ce moment, l'homme ne saurait vivre son œuvre. Mondialisation oblige même quand les Congolais abdiquent à communiquer. Il s'agit pour nous aussi de stimuler le jugement de valeur auprès de nos lecteurs.

En effet, la nomination d'Urbain Fiacre Opo au poste de ministre des Industries minières et de la Géologie marque l'avènement d'une compétence rare, d'un esprit rigoureux et d'un parcours exemplaire au sommet de l'État. À travers ce choix, les autorités ont mis sur un homme de savoir, d'expérience et de vision, capable d'insuffler une dynamique nouvelle à un secteur stratégique pour l'économie nationale.

Originaire de Mossaka, dans le département de la Cuvette, Urbain Fiacre Opo incarne la réussite bâtie sur le mérite et la persévérance.

Son parcours académique, orienté vers les sciences de la Terre, témoigne d'une vocation précoce et d'un engagement constant pour la maîtrise des ressources naturelles.

Du diplôme d'études approfondies obtenu en 2007 à ses recherches doctorales, Urbain Fiacre Opo n'a cessé de cultiver l'excellence.



Urbain Fiacre OPO

Professionnel accompli, il s'est distingué par une progression remarquable au sein de l'administration minière.

De chercheur junior à l'ORSTOM à directeur général des Industries minières et de la Géologie, en passant par les fonctions d'attaché aux mines et de directeur des Mines et des

Carrières, il a su imposer sa marque : celle d'un travailleur méthodique, rigoureux et profondément attaché à l'intérêt général.

Sa maîtrise des enjeux techniques et sa connaissance fine du terrain font de lui une référence incontestée dans son domaine.

Mais au-delà de ses compétences techniques, Urbain Fiacre Opo brille par son engagement pour la transmission du savoir.

En tant qu'enseignant-chercheur à l'université Marien Ngouabi, il a contribué à former toute une génération de cadres, participant ainsi activement à la construction d'un capital humain de qualité pour le pays. Son récent hommage par une association de communicateurs de la République démocratique du Congo, à travers un diplôme de mérite et un trophée, vient consacrer une carrière déjà riche et respectée au-delà des frontières nationales.

Cette reconnaissance internationale souligne l'impact de son travail et la crédibilité dont il jouit dans le secteur.

Homme de valeurs, discret et profondément humain, il allie simplicité et efficacité.

Son attachement à la famille, son goût pour la marche et ses habitudes ancrées dans la culture locale traduisent une personnalité équilibrée, proche des réalités et des populations. Aujourd'hui, à la tête d'un ministère clé, Urbain Fiacre Opo apparaît comme l'homme de la situation, lui qui ne dissocie pas recherches minières et environnement, à un moment où de plus en plus de voix s'élèvent dans le monde rural, pour dénoncer les dérives et le saccage environnemental de certaines activités d'extraction minières qui privent quasiment les populations de leur vivier de subsistance.

Son expertise, sa vision et son sens élevé du devoir constituent des atouts majeurs pour valoriser durablement les ressources minières du Congo. Plus qu'un ministre, il est l'incarnation d'un leadership technique éclairé, porteur d'espoir et de progrès pour toute une nation.

Enfin, le nouveau ministre des industries minières devenu spécialiste en la matière a quelque chose à léguer à la postérité.

Peu porté dans les mélodies mondaines et loin des caméras et des micros, Urbain Fiacre OPO dans sa générosité est pointilleux et conscient que celui qui n'arrête pas une erreur la favorise. Et si le charbon ne te brûle, il te noircit.

Dans un monde en pleine mutation, le capital humain est plus que sollicité partant le chef de l'état en le nommant n'est pas passé par le dos de la cuillère en ce sens qu'il s'agit de l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Reste qu'à lui souhaiter pleins succès dans cette délicate mais noble fonction.



MANAGER N°548 du 04 au 11 mai 2026
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

Abibe Ayoka

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Ministère du Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs : Noël Léonard ESSONGO, Compagnon fidèle avec loyauté au cœur à la main :

A chaque époque de l'histoire de l'humanité correspondent des Hommes comme l'avait stigmatisé le célèbre philosophe allemand Hegel. Il est des hommes en tout lieu et en tout temps qui ne peuvent tarir d'éloges tant le foisonnement de leurs diverses œuvres ou contributions significatives. Ici, elles se veulent intellectuelles, scientifiques, économiques ou socio-culturelles. Chacun dans sa singularité se distingue dans son domaine d'activités. Ceux-ci sont très souvent appelés héros dans l'ombre.

C'est justement pour révolutionner une certaine culture devenue quasiment une coutume de ne parler de nos pionniers qu'à titre posthume. Or, dans ces conditions, l'homme ne saurait vivre son œuvre. Mondialisation oblige ! Notre rédaction sans protocole de rédaction se prête à cet exercice périlleux. Et c'est l'objectif de cette rubrique de mettre en lumière ces hommes qui marquent les temps présents afin de susciter auprès de nos lecteurs le jugement de valeur.

D'emblée ; il faut rappeler que le ministre Noël Leonard ESSONGO était chef d'État-major particulier du Président de la République en 2017, avec rang et prérogatives de conseiller spécial, le général de division Léonard Noël Essongo incarne l'excellence militaire conjugée à une rare générosité. Cet officier supérieur des Forces armées congolaises (FAC) respecté et homme de devoir, est également salué pour son profond engagement social dans le département de la Likouala, en général, et plus particulièrement à Impfondo, ville septentrionale dont il est originaire.

Natif de Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville, 78 balais, Léonard Noël Essongo est un officier général au parcours exceptionnel. Qui, malgré ses hautes fonctions au sommet de l'État, n'a jamais rompu les liens avec ses racines.

En effet, fidèle à son terroir, il initie et soutient régulièrement des actions de bienfaisance



Noël Léonard ESSONGO

dans la Likouala. En témoignent :

Très attaché à sa culture, il est le producteur du groupe de musique traditionnel Ngombe Nfongo, basé à Impfondo, le chef-lieu du département de la Cuvette.

L'officier général septuagénaire a également gravé en lettres d'or l'histoire d'Impfondo, le village natal de sa maman : il avait réhabilité la route principale de cette bourgade et lancé les travaux de construction d'une

école primaire. Une véritable bouffée d'oxygène !

Plusieurs autres actions de bienfaisance sont également à mettre à l'actif du chef d'État-major particulier du Président de la République en faveur des populations de la Likouala : dons aux structures sanitaires, aux familles démunies, aux jeunes et aux femmes, etc.

Toutes ces réalisations, souvent posées dans la discrétion, traduisent une conviction profonde : servir le pays. C'est

aussi rester proche de son peuple. Et dans un département enclavé comme la Likouala, ces actions ont un écho particulier, apportant espoir et soulagement aux bénéficiaires.

Homme de rigueur dans ses fonctions, mais aussi de cœur dans l'action sociale, le général Léonard Noël Essongo est aujourd'hui perçu comme un modèle de patriotisme actif et de fidélité à ses origines. Son parcours est la preuve qu'on peut être au service de l'État, tout en restant profondément ancré dans sa communauté.

Amateur de sports collectifs, le général Essongo pratique les arts martiaux et la natation.

Polyglotte, cet ancien de l'école militaire unifiée d'Odessa (Ukraine), de l'école d'application d'artillerie de Leningrad, et de l'académie militaire Frounze (Russie), parle le russe, l'anglais, l'espagnol et, tout naturellement, le français.

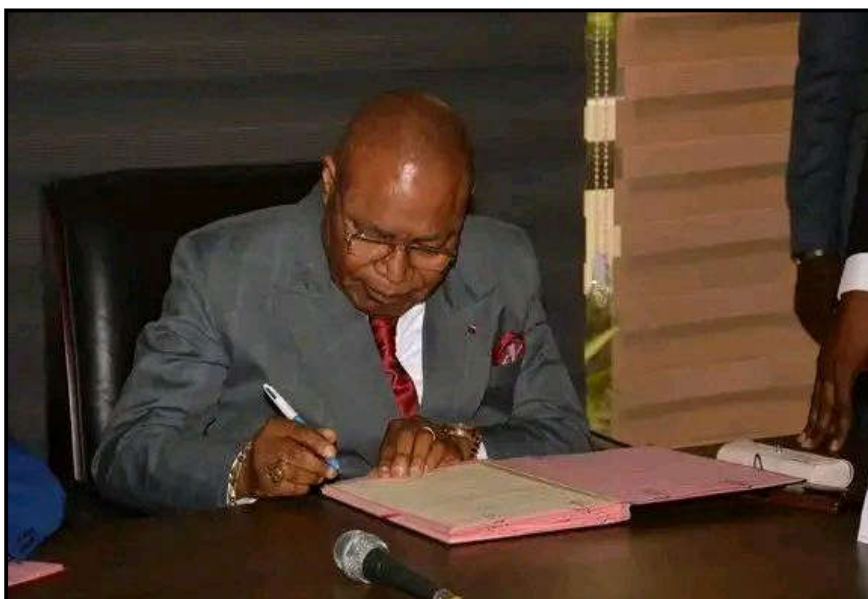
À une époque où les symboles de cohésion et de solidarité sont plus que jamais nécessaires, la figure du général Essongo inspire respect et admiration à Impfondo, dans toute la Likouala, et au-delà

Le Général de Division, Léonard Noël ESSONGO prend les rênes du ministère du contrôle d'état, de la qualité du service public et de la lutte contre l'anti valeurs. L'ancien Chef d'état-major particulier du président de la République aura pour tâche d'assurer le contrôle des finances, des gestions des ressources humaines, et veillera à l'application des lois. A présent, il compte apporter " son expertise au Président Denis Sassou Nguesso pour l'amélioration de la gestion de ce type de ressources minières " dans ce pays potentiellement riche d'Afrique centrale.

Aujourd'hui, nommé ministre des hydrocarbures, il succède à son compagnon d'armes Gilbert MOKOKI pour de nouveaux défis et la continuité des actions.

Conscient que si le charbon ne te brûle, il te noircit, le nouveau ministre du chef de l'état sait mêler vie privée et professionnelle.

Pointilleux et responsable, il sait aussi que celui qui n'arrête pas une erreur la favorise. Enfin, le général de division Noël Leonard ESSONGO avec un parcours exemplaire est dans le même sillon et imperturbable pour servir le président de la République. D'autres articles en feront large écho. Reste qu'à lui souhaiter pleins succès dans cette noble mais délicate fonction.



MANAGER

N°548 du 04 au 11 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

Abibe Ayoka

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

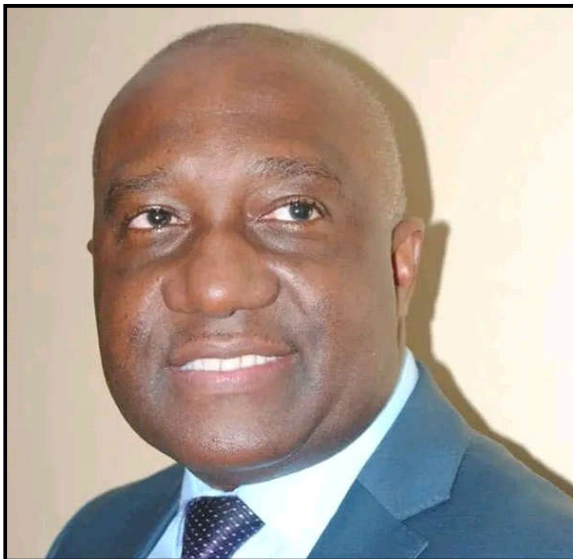
L'HOMME ET SON TEMPS : Aujourd'hui, Stev Simplicite ONANGA, ministre des hydrocarbures. Parcours atypique dans l'exemplarité !

A chaque époque de l'histoire l'humanité correspondent des Hommes comme l'avait stigmatisé le célèbre philosophe allemand Hegel. Il est des hommes en tout lieu et en tout temps qui ne peuvent tarir d'éloges tant le foisonnement de leurs diverses œuvres ou contributions significatives. Ici, elles se veulent intellectuelles, scientifiques, économiques ou socio-culturelles. Chacun dans sa singularité se distingue dans son domaine d'activités. Ceux-ci sont très souvent appelés héros dans l'ombre.

C'est justement pour révolutionner une certaine culture devenue quasiment une coutume de ne parler de nos pionniers qu'à titre posthume. Or, dans ces conditions, l'homme ne saurait vivre son œuvre. Mondialisation oblige ! Notre rédaction sans protocole de rédaction se prête à cet exercice périlleux. Et c'est l'objectif de cette rubrique de mettre en lumière ces hommes qui marquent les temps présents afin de susciter auprès de nos lecteurs le jugement de valeur.

D'emblée, il faut noter que Stev Simplicite ONANGA, la cinquantaine révolue a fait carrière après ses études dans le monde du pétrole. Il a occupé plusieurs fonctions et compte plusieurs formations.

Nommé directeur général de l'amont pétrolier en 2023, Stev Simplicite Onanga, avait pris son service officiellement, le 19 août, à Brazzaville, une semaine après sa nomination en conseil des ministres. L'élaboration d'une politique nationale des hydrocarbures et d'une stratégie de gestion du patrimoine pétrolier figurait parmi les défis du promu. Le nouveau directeur général de l'Amont pétrolier avait été installé à l'issue d'une brève cérémonie empreinte des us et coutumes de l'administration publique congolaise, présidée par le professeur Macaire Batchi, directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures.



Stev Simplicite ONANGA

Stev Simplicite Onanga était le premier directeur général de l'Amont pétrolier suite aux récentes réformes opérées au sein du département ministériel.

En réalité, le promu n'était pas un inconnu dans le milieu pétrolier ; il était le directeur général des Hydrocarbures jusqu'à son éclatement en quatre directions générales. Avec la nouvelle configuration, les compétences étaient axées sur les activités de l'amont pétrolier. " Le premier défi consiste à élaborer la politique nationale des hydrocarbures pour une meilleure gestion des ressources. Nous allons assurer la gestion du patrimoine pétrolier ", avait déclaré le nouveau directeur général.

L'équipe de Stev Simplicite Onanga devait également assurer le suivi de l'exécution des programmes d'activité

des sociétés pétrolières, notamment en termes d'exploration, de développement des activités et d'exploitation des ressources pétrolières. Il s'était alors engagé à veiller au strict respect des lois et règlements de la République en matière pétrolière.

En rappel, l'unique direction générale des Hydrocarbures avait été dissoute, conformément au décret du 8 août 2022. Celle-ci avait été divisée en cinq administrations : une inspection générale des hydrocarbures, une direction générale de l'amont pétrolier, une direction générale de l'aval pétrolier, une direction générale de la valorisation du gaz et une direction générale de l'économie, de l'audit et du trading pétrolier. Les réformes internes au ministère des Hydrocarbures visaient à préparer le pays vers la transition énergétique

et à répondre aux aléas du marché pétrolier. Pour la maîtrise du marché, par exemple, l'État entend mettre en place des outils de contrôle adéquats qui seront gérés par la direction générale de l'économie, de l'audit et du trading pétrolier... Pour l'amélioration de l'approvisionnement du marché local en carburant et la construction d'une nouvelle raffinerie, la tutelle s'appuyait sur l'expertise de la direction générale de l'aval pétrolier

Stev Simplicite Onanga qui avait été nommé par décret présidentiel le 11 novembre 2024 au poste de " Conseiller du Président de la République du Congo, Chef du département des hydrocarbures " en remplacement de Denis Auguste Marie Gokana.

Onanga avait entamé ses fonctions le 13 novembre lors d'une cérémonie officielle au palais présidentiel à Brazzaville, présidée par le Secrétaire général de la Présidence congolaise, S. P. Ondongo de l'époque.

Le nouveau Conseiller présenté comme un " jeune cadre expérimenté du secteur des hydrocarbures ", avait pour mission principale de " réconcilier les Congolais avec leur pétrole ", indiquait la Présidence congolaise, précisant que cette passation de services s'inscrivait dans

la continuité de la gestion du domaine des hydrocarbures au Congo, pays producteur de pétrole et de gaz.

Stev Simplicite Onanga qui avait en effet, fait toute sa carrière dans le domaine des hydrocarbures dans son pays, avait été notamment Directeur général de la Société nationale de la recherche pétrolière (SONAREP) et directeur de Cabinet par intérim du ministre congolais des Hydrocarbures.

A présent, il comptait apporter " son expertise au Président Denis Sassou Nguesso pour l'amélioration de la gestion de ce type de ressources minières " dans ce pays potentiellement riche d'Afrique centrale.

Aujourd'hui, nommé ministre des hydrocarbures ; il succède à son ancien mentor Jean Richard Bruno Itoua pour de nouveaux défis et la continuité des actions.

Conscient que si le charbon ne te brûle, il te noircit, le nouveau conseiller du chef de l'état sait mêler vie privée et professionnelle.

Pointilleux et responsable, il sait aussi que celui qui n'arrête pas une erreur la favorise. Enfin, Stev Simplicite ONANGA avec un parcours exemplaire est dans la même maison et imperturbable pour servir le président de la République. D'autres articles en feront large écho. Reste qu'à lui souhaiter pleins succès dans cette noble mais délicate fonction.

Gouvernement : double passation de service du ministre d'Etat Pierre Mabiála, qui promet d'accélérer les réformes et d'impulser une nouvelle dynamique disciplinaire à la Fonction publique !

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du travail et du dialogue social, Pierre Mabiála a procédé, ce mardi 28 avril 2026 à des passations de service. D'abord, au Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social, entre le Ministre d'Etat Claude Alphonse Nsilou, assurant l'intérim de feu Firmin Ayessa, sortant et lui-même, le ministre entrant. Ensuite, à l'ancien Ministère des affaires foncières et du domaine publique, de la réforme de l'Etat et des relations avec le Parlement, où est transféré le Ministère de la fonction publique. Ici, le ministre d'Etat Pierre Mabiála a fait la passation avec le ministre Luc Joseph Okio, ministre entrant de la réforme de l'Etat et des relations avec le Parlement.

La cérémonie de passation de service au Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social a été caractérisée sous le signe de la continuité de l'action publique. Ceci marquant une étape importante dans cette continuité de l'action gouvernementale. Cette cérémonie, consacrée à la transmission officielle des dossiers, par le directeur de cabinet du ministre sortant, feu Firmin Ayessa, au nouveau ministre Pierre Mabiála, conformément aux usages républicains. Ainsi, lors de la passation de service avec l'intérimaire de feu Firmin Ayessa, Alphonse Claude Nsilou a honoré la mémoire du défunt, "grand serviteur de l'Etat, de l'homme de talent affirmé et d'une dévotion inestimable. A abattu un travail titanesque ainsi que toutes les avancées significatives qu'il a réalisées".

Cependant, après la lecture du rapport bilan des actions menées sous la conduite de feu le ministre Firmin Ayessa, lecture faite par le directeur de cabinet du défunt, Aboké Nza, le ministre entrant, Pierre Mabiála jure de marcher sur les pas de Firmin Ayessa. Pensant la lourde mission à lui confiée, Pierre Mabiála assure de "prendre l'engagement d'assurer avec force, vigueur, loyauté, fidélité et dévouement, sans faux-fuyant. Il est déterminé et veut insuffler la rigueur, la discipline puis l'exigence au travail."



L'application sans délai de tous les décrets et arrêtés d'intégration ou engagement dans la fonction publique relatifs aux recrutements cumulés des années 2024 et 2025 ; la tenue régulière des conseils de discipline dans toutes les administrations publiques", a-t-il promis et pris le ferme engagement. Il sied de noter que, Pierre Mabiála, a d'innombrables défis à relever, notamment

Conformément au décret n° 2026-176 du 24 avril 2026 portant nomination des membres du Gouvernement, le Président de la République a procédé à la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale. Ce texte s'inscrit dans la continuité du décret n° 2026-175 du 23 avril 2026 ayant acté la nomination du Premier ministre, Chef du Gouvernement, marquant ainsi une nouvelle étape dans la structuration de l'exécutif.

Dans ce cadre, le ministère de la Réforme de l'Etat et des Relations avec le Parlement connaît un changement à sa tête. Pierre Mabiála, ministre d'Etat sortant, a officiellement passé le témoin à son successeur, Luc Joseph Okio, chargé de conduire les réformes institutionnelles et d'assurer la liaison entre le Gouvernement et le Parlement. Cette cérémonie de passation de charges s'est déroulée dans la salle de réunions du Ministère de la fonction publique, dans une atmosphère pleine de solennité. Prenant la parole, le ministre d'Etat, Pierre Mabiála n'a pas hésité de souligner et salué les efforts accomplis durant son mandat, tout en exprimant sa confiance en la capacité de son successeur à poursuivre et approfondir les chantiers engagés.

Par contre, Luc Joseph Okio a reconnu en substance, l'ampleur de la mission qui lui est confiée. Affirmant "sa volonté de renforcer l'efficacité de l'action publique, d'accélérer les réformes administratives et de consolider les relations institutionnelles avec les deux chambres du Parlement, dans un esprit de dialogue et de collaboration constructive".

Le nouveau ministre devra notamment s'atteler à améliorer la performance des administrations publiques et à promouvoir une culture de transparence et de responsabilité. Il doit ainsi raffermir les relations entre le législatif et l'exécutif, entre les membres du gouvernement et les députés et sénateurs.

Obouira Iloki Anderson



mode accéléré ; dans une posture de détermination ; de pragmatisme, d'abnégation et de discipline renouvelée".

A cet effet, Pierre Mabiála promet d'associer tout le monde, sans exclusion aucune. "J'associerai toutes les compétences à la tâche, afin de relever, dans la rigueur ; le travail acharné, le service public équitable et bien rendu, le renforcement de l'autorité de l'Etat, les défis afférents ; à l'opérationnalisation du système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat, la finalisation du processus d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat évoluant dans les missions diplomatiques et consulaires ainsi que des nouvelles recrues et les retardataires".

Par ailleurs, le ministre entrant, Pierre Mabiála fait la promesse de se mobiliser entièrement afin d'adopter dans les meilleurs délais, tous les textes d'application du statut général de la fonction publique."

: la réalisation des contrôles systématiques dans les administrations publiques ; la réforme du code du travail dans l'optique d'assurer les prérequis du développement ; l'élaboration de la politique nationale de sécurité et de santé du travail ; la tenue de la réunion inaugurale du comité tripartite chargé du suivi de la mise en œuvre du programme de promotion du travail décent ; le renforcement de la coopération avec l'organisation internationale du travail ; la tenue régulière des sessions du comité national du dialogue social ; la préparation de la session 2026 de la conférence internationale du travail.

Après le Ministère de la fonction publique, le ministre d'Etat Pierre Mabiála a poursuivi sa passation de charges à son nouveau Ministère de la fonction publique avec Luc Joseph Okio qui, désormais, prend les rênes des Relations avec le Parlement.

Football : La CAF secouée par une nouvelle affaire, elle aurait viré 27000 dollars directement sur le compte de Jean-Guy Blaise Mayolas

Déjà fragilisée dans les dossiers post-CAN 2025, la Confédération africaine de football (CAF) est épinglée pour des versements réalisés au bénéfice du président de fédération congolaise de football, Guy Blaise Mayolas.



Ultra-décriée depuis la finale de la CAN 2025 ou encore sous le coup d'une enquête internationale pour corruption à la demande du Sénégal, la CAF voit un autre dossier lui exploser à la figure.

Comme révélé par Sport News Africa, l'instance aurait viré une somme de 27 000 dollars environ (23 033,72 euros) ou 15 millions de Francs CFA directement sur le compte du président de la Fédération congolaise de football

rapport accablant de la commission des finances, Jean-Guy Blaise Mayolas s'était tourné vers la CAF pour solliciter des financements destinés aux salariés de la Fecofoot. Il changera les coordonnées du compte bancaire de la fédération par les siens avant de toucher 1 985 dollars au premier virement puis 24 985 dollars au deuxième. Toujours selon Sport News Africa, aucun justificatif ne sera présenté à la CAF. Ce qui pose de graves questions



(Fecofoot), Jean-Guy Blaise Mayolas. Les faits remontent avant l'inculpation du dirigeant pour blanchiment et détournements de fonds au Congo, conduisant à sa condamnation par contumace à la prison à perpétuité en mars dernier. Sevré par la FIFA à la suite d'un

d'éthique sur la confédération dirigée par Patrice Motsepe. Actuellement en fuite, Jean-Guy Blaise Mayolas est visé par un mandat d'arrêt international. En outre, il est dans le collimateur de la commission d'éthique de la FIFA tout comme le secrétaire général Badji Mombo Wantete et le trésorier Raoul Kanda.

Santé : Lancement de la semaine africaine de la vaccination contre l'hépatite B

Cérémonie officielle, le 26 avril 2026 à l'hôpital spécialisé Mère-Enfant Blanche Gomes de Brazzaville du lancement régional de la Semaine Africaine de la Vaccination couplée à la dose de naissance contre l'hépatite B. La cérémonie de lancement a été placée sous la direction du ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, en présence du Représentant résident de l'OMS Afrique, Docteur Vincent Dossou Sodjinou, de l'administrateur-maire de l'arrondissement 3 Poto-Poto, Madame Okemba née Bakoukas Ndéla, des cadres de la Santé, des partenaires du secteur de santé. C'est la 16e édition du calendrier vaccinal avec pour thème : " Pour chaque génération, les vaccins sont efficaces ".

En effet, le lancement de la 16e édition de la semaine africaine de la vaccination est un rendez-vous majeur pour la santé publique. Cette vaccination couplée à l'intronisation nationale de la dose de naissance du vaccin contre l'hépatite B. La vaccination sauve des vies, faisons vacciner nos enfants dès la naissance jusqu'à l'âge de 18 mois et les femmes enceintes pour les protéger. Une étape décisive dans la lutte contre cette maladie, visant à protéger les nouveau-nés, dès les premiers instants de la vie humaine. Dans son propos, le Représentant résident de l'OMS au Congo, Vincent Dossou Sodjinou, a exprimé sa gratitude à l'endroit de la République du Congo, terre d'accueil. " La vaccination demeure l'une des interventions de santé publique les plus efficaces et les plus équitables. Depuis 1974, elle a permis de sauver plus de 154 millions de vies dans le monde, dont environ 1,8 million chaque année dans la Région africaine. Elle contribue à réduire la mortalité infantile et constitue un pilier



transformation et de concrétisation de nos engagements. Notre slogan régional, " Populations vaccinées, populations en bonne santé " porte un message clair : lorsque les populations sont protégées,

concrètement à améliorer la qualité des services de santé et à rapprocher la vaccination des populations. Ils illustrent clairement que le leadership national est la clé du progrès ", a-t-il confirmé.

" Ensemble, faisons-en sorte que chaque personne en Afrique, où qu'elle se trouve, ait accès aux vaccins essentiels. Ensemble, bâtissons une Afrique où aucune communauté n'est laissée pour compte. Ensemble, faisons de la vaccination un pilier de notre souveraineté sanitaire. L'OMS reste engagée aux côtés de tous les États Membres et des partenaires pour faire de la vaccination pour toutes les générations une réalité ", a-t-il rassuré.

De son côté, le ministre de la Santé et de la Population a révélé que " notre action s'inscrit pleinement dans l'agenda mondial pour la vaccination à l'horizon 2030 de l'OMS qui fixe les objectifs suivants. Réduire de moitié les enfants zéro dose, atteindre 90% de couverture pour les vaccins essentiels, introduire les nouveaux vaccins et garantir l'équité vaccinale afin que nul ne soit laissé pour compte. Ces orientations trouvent leur déclinaison africaine dans la déclaration d'Addis-Abeba sur la vaccination par laquelle nos chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à universaliser l'accès à la vaccination comme pilier de la couverture vaccinale universelle. Grâce à ces efforts collectifs, les vaccins ont sauvé plus de 150 millions de vies au cours des 50 dernières années, soit près de 6 vies chaque minute. Derrière ces chiffres éloquentes, il y a des décennies d'engagement collectif, d'investissements constants, le dévouement des agents de santé et surtout la confiance indéfectible des communautés ".

" Elle consacre une avancée majeure avec l'introduction officielle de la dose de naissance du vaccin contre l'hépatite B dans notre calendrier vaccinal. En effet, l'hépatite B est un fléau silencieux. C'est ainsi qu'en



1994, le Centre international de recherche sur le cancer, Agence de l'OMS, a officiellement classé le virus de l'hépatite B parmi les cancérigènes avérés pour l'homme aux côtés du tabac et d'autres agents majeurs ", a précisé Jean Rosaire Ibara.

" Dans notre région africaine, la prévalence dépasse parfois 8% dans certains pays et la transmission de la mère en enfant à la naissance est un mode de contamination majeur et un nourissant infecté à jusqu'à 90% le risque de développer une infection chronique évoluant vers la cirrhose ou le cancer primitif du foie. Désormais, chaque nouvelle sur le sol congolais recevra dans les 24 heures suivant sa naissance une dose monovalente du vaccin contre l'hépatite B avec une efficacité préventive proche de 90%. Le Congo rejette ainsi les plus de 115 pays déjà engagés en ligne avec l'objectif d'élimination de l'hépatite B à l'horizon 2030 ", a-t-il affirmé.

" Nous pouvons noter, entre autres, l'interruption de la circulation du poliovirus sauvage sur le continent africain, aboutissant à la certification historique de l'éradication de la polio sauvage en Afrique en août 2001, après plusieurs décennies de mobilisation sans précédent. La réduction de manière significative de la mortalité due à la rougeole. L'élimination quasi certaine de la méningite à méningocoque A. L'élimination du tétanos maternel et néonatal dans de nombreux pays de la région. Et plus récemment, l'introduction du vaccin antipaludique dans plusieurs pays africains qui ouvre une nouvelle ère dans la lutte contre le paludisme, première cause de mortalité infantile sur notre continent. Ces succès ne sont pas le fruit du hasard. Ils résultent des décisions politiques courageuses, d'investissements soutenus, du leadership de l'OMS Afrique et d'une solidarité régionale et internationale exemplaire. Ils démontrent, s'il en est encore

besoin, que vacciner, c'est gouverner dans l'intérêt des générations présentes et futures. C'est pourquoi, à la lumière de ces acquis, je renouvelle avec insistance l'appel aux États membres de la région africaine à accroître substantiellement leurs investissements nationaux dans la vaccination, à renforcer leur système de santé de base et à soutenir résolument les efforts de l'OMS Afrique et de Gavi pour maintenir et même amplifier la dynamique des succès engagés ".

En substance Jean Rosaire Ibara a adressé des messages particuliers à celles et ceux qui, chaque jour, font vivre cette noble cause. Aux partenaires techniques et financiers, à l'Organisation Mondiale de la Santé et à son Bureau régional pour l'Afrique, à l'UNICEF, à Gavi, à Africa CDC, à la Banque mondiale, à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi qu'à toutes les fondations et organisations de la société civile qui nous accompagnent.

En outre, il a exprimé sa gratitude au gouvernement de la République et des 47 États membres de la région africaine. Votre appui financier, technique et stratégique qualité demeure et restera déterminant. Je formule le vœu que vous poursuiviez cet accompagnement afin de bâtir ensemble une autonomie vaccinale africaine durable, y compris à travers le soutien à la fabrication locale des vaccins sur notre continent. Aux agents de santé, les piliers de cette action. La confiance accordée aux communautés est une responsabilité immense que vous devez maintenir. Aux parents et aux communautés, je vous exhorte à faire vacciner les enfants dès la naissance et selon le calendrier recommandé.

Samira M'péra



essentiel des soins de santé primaires, de la couverture sanitaire universelle et du développement durable ", a-t-il déclaré. " Mais au-delà des chiffres, la vaccination est avant tout une histoire humaine. C'est l'histoire de ces enfants africains qui grandissent aujourd'hui sans craindre la paralysie causée par la poliomyélite, maladie qui a longtemps brisé des vies et des familles. C'est l'histoire de ces jeunes filles, de plus en plus nombreuses à travers notre continent, protégées contre le papillomavirus humain, grâce à l'introduction réussie du vaccin contre le HPV dans plus de 32 pays de notre Région. C'est l'histoire de communautés entières qui, grâce à la vaccination, vivent en meilleure santé et avec plus de dignité. Face à cette situation, notre responsabilité collective est plus que jamais engagée ", a relaté le Représentant résident.

Pour Vincent Dossou Sodjinou, dans ce contexte, l'année 2026 constitue une année charnière : une année d'accélération, de

nous bâtissons des sociétés plus fortes, plus résilientes et plus prospères.

Par ailleurs, la Semaine africaine de la vaccination est un moment clé qui permet de rappeler l'importance des vaccins, de renforcer la sensibilisation et d'accélérer l'action. Elle donne l'occasion de rapprocher la vaccination des populations, d'atteindre les enfants qui n'ont pas encore été vaccinés, de stimuler la demande et de promouvoir la vaccination tout au long de la vie. Cela signifie protéger les nourrissons, les enfants, les adolescents, les adultes et les personnes âgées, selon les besoins de chaque pays.

" Je voudrais ici saluer les efforts du Gouvernement de la République du Congo, qui a renforcé ses infrastructures de santé, amélioré l'approvisionnement en produits essentiels et soutenu la formation des agents de santé. Ces efforts contribuent

Congo - Russie : Saint-Petersbourg, une étape stratégique pour la coopération

La récente visite d'État du Président de la République Denis Sassou-N'Gusso en Russie s'est conclue à Saint-Petersbourg par une réception au Palais du Gouverneur. Cette rencontre avec Alexandre Beglov a souligné la volonté des deux dirigeants de consolider la coopération entre le Congo et la Russie, une relation qui a commencé en 1964, à l'époque de l'URSS.



Lors de cette séance de travail, l'accent a été mis sur divers domaines de coopération, notamment économique, scientifique, technique et commercial. Un intérêt particulier a été porté à la formation du capital humain, à la culture et à l'éducation. L'une des initiatives clés est la création à Brazzaville d'un centre d'études préparatoires pour les étudiants africains souhaitant poursuivre leurs études en Russie.

Les opportunités dans de coopération

Dans le domaine énergétique, les discussions ont porté sur les opportunités d'investissement dans le secteur pétrolier et gazier congolais. Un projet majeur est le lancement de la construction d'un oléoduc reliant Pointe-Noire à Brazzaville-Maloukou-Tréchet, ce qui pourrait stimuler l'économie régionale et créer des emplois. La collaboration dans les secteurs de la sécurité et de la défense est également un élément central des discussions. Les deux pays s'engagent à renforcer la formation et

l'équipement militaire, tout en luttant contre le terrorisme et la criminalité.

Pour améliorer le bien-être des Congolais, plusieurs projets ont été discutés, notamment la construction d'un laboratoire à Brazzaville pour lutter contre les épidémies, la création d'un mini-centre nucléaire modulable pour résoudre le problème de l'électricité, ainsi que des initiatives pour l'assainissement et l'adduction d'eau potable.

Les deux parties ont également convenu de mettre en avant leur coopération dans les secteurs des mines, de l'agriculture et des infrastructures. Cela inclut le partenariat pour travailler ensemble sur des projets d'intérêt commun, tels que la construction et l'habitat.

La visite d'État de quatre jours en Russie s'est achevée par un échange de cadeaux et une photo de famille, symboles de l'amitié renouvelée entre les deux nations. Denis Sassou-N'Gusso a quitté Saint-Petersbourg en fin d'après-midi du vendredi 1er mai 2026, marquant ainsi la fin de cette visite historique.

Sainte-Acacia

MANAGER HORIZON

06-438-30-40 / 05 579 30 26

<p>Manager Général et d'Édition : Abibe AYOKA Tél: 06 438 30 40</p> <p>Rédacteur en Chef YABAMOK</p> <p>Secrétaire Général de Rédaction Gervais SANDEY</p> <p>Manager Commercial Elvis MOUNG'S</p> <p>Service Commercial et recouvrement : Freddy KOUZONDISSA</p>	<p>Comptable: Andryxine MABONZO</p> <p>Nos agences: Pointe-Noire: Yves Malouthis Tel 06 658 68 85 Dolisie: 06.956.76.76 Ouesso: 06.880.55.15 Djambala: 6.979.31.04 Impfondo: 06.684.55.70 Nkayi : 05.02.78.617 Kinkala : 06.813.22.22 Kinshasa: 00243.977.67.44.12</p>
--	--

RFC : Clément Miérassa et ses collègues chargent le pouvoir !

Dans sa sortie médiatique post-présidentielle, le Rassemblement des forces du changement (Rfc) que dirige Clément Miérassa est allé au-delà de ce qu'il considère comme des apparences. Il a mis en lumière une réalité beaucoup plus sombre et éclatée ce que presque personne n'ose dire jusque-là, à l'aube de l'ultime mandat constitutionnel de Denis Sassou-N'Gusso.

Le RFC évoque une élection consacrant un " président de la République de fait " ; des violations présumées de la constitution, des manœuvres supposées du système PCT contre la vraie opposition, du gouvernement Makosso III, ses ministres fils à papa et la cacophonie sur les noms de certains membres ; l'opposition du pouvoir et l'opposition au pouvoir. Un appel au peuple et la disponibilité du RFC au dialogue ont fait office de propositions intégrant des pistes de solutions à la catastrophe actuelle.

Face aux journalistes, invités de marque et membres, le RFC qui se considère comme la vraie opposition, a placé le président Clément Miérassa et son vice-président Jean Jacques Serge Yhombi Opango ; Jean Pierre Agnangoye ; Christian Mayanda et, en visioconférence depuis Paris, Marcel Nguitoukoulou.

A l'entame le RFC lance, " notre nation traverse une période décisive de son histoire...notre peuple endure les promesses non tenues, les souffrances répétées, l'injustice, la pauvreté, et le mépris de ses aspirations les plus profondes. Mais dans le silence des urnes désertées, dans l'abstention massive observée... une faiblesse... un message clair s'est dessiné... pas un renoncement. C'est un cri... un refus... une déclaration politique forte ".

Là où la Cour constitutionnelle énonce une participation de 84, 65%, le RFC célèbre une " abstention massive... première étape vers la victoire finale : le changement ", en indiquant que, " quand un peuple cesse de cautionner ce qui l'opprime, quand il refuse de donner sa voix à un système qui ne l'écoute plus, alors il commence déjà à reprendre son destin en main ".

Les Congolais ne sont pas allés voter, selon Jean Jacques Serge Yhombi Opango. " Personne ne sort sans son téléphone. Même ceux qui voulaient voter ont refusé de sortir sans téléphone. La connexion a été coupée à 6 heures 45, le jour du vote ". Pour le RFC, " l'abstention, dans ce contexte, devient un acte de conscience, un geste de résistance, une manière de dire : nous ne voulons plus continuer ainsi ".

Prévue dans une communauté religieuse, la conférence de presse du RFC a été délocalisée, les frais de location remboursés. Une manœuvre du système PCT suspecte Clément Miérassa. Aussi prétend-il, " le Pct caporalise la parole et veut réduire les autres au silence. Je lance un avertissement au secrétaire général et au président de la République qu'ils ne nous feront pas taire. Le Pct a lamentablement échoué ".

Le décryptage de la présidentielle et ses suites est un signal croit le RFC qui en appelle à la jeunesse, aux mères de famille, travailleurs, paysans, étudiants, anciens,



patriotes de toutes nos contrées de tous les départements et villages à ne baissez pas les bras, parce que, le refus peut devenir une force de transformation. " Le changement viendra si nous restons unis, éveillés et engagés... si nous transformons la déception en courage, la colère en organisation et le refus en projet pour la nation... l'histoire n'est pas terminée. Elle commence... avec votre réveil ", leur dit-il.

A ne croire Jean Jacques Serge Yhombi Opango, la présidentielle prouvé l'existence d'une opposition du pouvoir et d'une opposition au pouvoir. " Elle nous a permis de comprendre quelle est la vraie opposition ". Pour lui, l'opposition du pouvoir n'en est pas une et doit prendre son courage d'aller à la majorité.

Le vice-président du RFC, est malheureux de voir l'UPADS assujettie au pouvoir qui a chassé son fondateur, le professeur Pascal Lissouba du fauteuil présidentiel en 1997. " Les places des vrais opposants sont chères...qu'on laisse le Rfc jouer son rôle d'opposant. Cela aidera le pouvoir à être crédible... il y a les vrais opposants qui peuvent poser les vraies questions pour qu'on avance ", estime-t-il.

Tandis que Jean Pierre Agnangoye signale que l'opposition du pouvoir, a ouvert un boulevard à Denis Sassou N'Gusso. Elle a été administrée par Clément Miérassa qui a rappelé qu'à l'époque où l'actuel président de la République avait perdu le pouvoir et, Denis Sassou N'Gusso disait, qu'il n'acceptera jamais que la constitution soit violée. Et que, si jamais elle l'était, les démocrates devraient se lever. Or, pense-t-il, " l'élection présidentielle s'est faite en violation totale de la constitution " et " avant, pendant et après la prestation de serment, le président Denis Sassou-N'Gusso n'a pas déclaré son patrimoine... une preuve de sa volonté de soutenir la corruption, l'enrichissement illicite et de ne pas être transparent ".

Pour preuve dit-il, malgré les prescriptions, " les congolais ne savent pas combien gagne le président Sassou ". Clément Miérassa déclare que " c'est triste que celui qui est censé être le garant de la constitution puisse la violer pendant un quart de siècle

, en promettant, pour l'avenir que le RFC se battra pour le changement et la rupture. La lecture du gouvernement Makosso III amène Clément Miérassa à notifier que " l'échec du ministre Mboulou, avec les mascarades de concertation politiques, le tripatouillage des élections justifie son départ du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ". Et, " si on était rigoureux le ministre Jean Ngakosso ne pouvait pas être reconduit au gouvernement ", au regard dit-il des échecs cumulés de la diplomatie congolaise.

Par ailleurs, le président du RFC se dit très triste à cause de " l'acrobacie du premier ministre sur Serge Nze et Frédéric Nze. Le président a-t-il un cabinet ? c'est l'incompétence la plus élevée ".

Il s'alarme, le Congo est un pays en danger. " Il faut qu'il y ait des gens qui se lèvent. Le Rfc se lève pour le changement et la rupture ", annonce-t-il en dénonçant " un régime autocratique qui ne veut pas qu'il y ait une véritable opposition pour imprimer le changement approuvé par le peuple en souffrance. Le Rfc fait peur on veut le supprimer ".

A la question de savoir s'il a été en tant que fils d'ancien dirigeant, consulté pour être aligné comme ses collègues, au gouvernement, Jean Jacques Serge Yhombi Opango laisse entendre qu'il n'en est pas demandeur.

Il précise que ceux qui sont nommés ministres sont des enfants des cadres qui n'ont jamais commandé le président Sassou N'Gusso.

" Et non de ceux dont les pères l'ont commandé, Nguabi et Yhombi. Mais nous ne sommes pas demandeurs. Il est strictement impossible pour un pouvoir dirigé par le Pct qu'un enfant Yhombi ait sa place. Le problème pour le Pct c'est le nom que je porte. Ils ne le mettront jamais en lumière. Le nom brille le jour eux ils brillent la nuit ", dit-il.

Papa Mapassa

**Lisez et faites lire
Manager Horizon, votre
journal d'investigations
et d'informations
générales**

MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°548 du 04 au 11 mai 2026

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Pointe-Noire et Kouilou : reconnaissance et hommage à Jean Olessongo Ondaye

Le 30 avril 2026, à Pointe-Noire, une cérémonie solennelle a été organisée en l'honneur du Général de brigade Jean Olessongo Ondaye, ancien commandant de la zone de défense n°1 de Pointe-Noire, récemment nommé ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Cet événement a été l'occasion pour ses anciens subordonnés, ainsi que les autorités municipales et préfectorales de Pointe-Noire et du Kouilou, de lui rendre hommage pour sa carrière exemplaire.

Le Premier ministre, Anatole Colinet Makosso, a présidé la cérémonie, marquée par une atmosphère de respect et d'émotion. Jean Olessongo Ondaye, décrit comme un repère et un guide pour ses subordonnés, a incarné une vision stratégique qui a renforcé le lien Armée-Nation.

Hommage à un Officier général dévoué

Dans une atmosphère solennelle et empreinte d'émotion, le Premier ministre, Anatole Colinet Makosso, a eu l'honneur de présider une cérémonie d'hommage à un homme dont la vie et la carrière professionnelles incarnent véritablement la patrie. Cet officier général, nommé commandant de la zone mixte de défense n°1 le 26 octobre 2012, a marqué de son empreinte la vie de ses subordonnés pendant 14 ans, devenant un repère, une boussole et un guide attentif. Sa vision stratégique a renforcé le lien entre l'armée et la nation au sein de la zone mixte de défense numéro 1.

Servir la République sous le drapeau exige de porter atteinte à sa liberté et à sa vie pour une cause noble et juste. Cet officier général, Jean Olessongo Ondaye, a enseigné à ses administrés que le service de la Nation est un engagement total, permettant de travailler en toute aisance et quiétude au sein de la zone militaire de défense numéro 1. Son départ laisse ses subordonnés à la croisée des chemins, entre allégresse et tristesse.

Ce jeudi 30 avril marque la fin d'une parenthèse de 14 ans. Un édifice mental s'écroule avec son architecte, tel un château de cartes, laissant un grand regret parmi tous ceux qui ont contribué à sa construction. La zone militaire de défense numéro 1 est désormais enveloppée d'un voile de silence, les pas résonnant dans le



vide, car celui qui guidait leurs marches s'en va vers d'autres horizons. Malgré la douleur, un réconfort se révèle, comme le soulignait Jean-Baptiste Tati Loutard : " C'est dans le feu que le fer se trompe et devient acier. C'est dans la douleur que l'homme trouve la révélation de sa force ". Le général de brigade, Jean Olessongo Ondaye était pour ses collaborateurs la voie rassurante et l'œil vigilant, dissipant les peurs et servant de roc pour à leurs engagements.

Un nouveau départ pour servir la République

Au-delà du chagrin, c'est la réjouissance de voir partir servir la République au sommet de l'État.

Lors de la cérémonie d'adieu, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Jean

Olessongo Ondaye, a exprimé son attachement à la ville de Pointe-Noire et au département du Kouilou. Après avoir servi en tant que commandant de zone, il a tenu à partager ses réflexions sur son parcours et ses expériences.

Jean Olessongo Ondaye a commencé son discours en remerciant chaleureusement tous ceux qui l'ont soutenu tout au long de sa mission. Il a exprimé sa gratitude envers les autorités et les citoyens, du plus haut gradé aux simples soldats. Il a également adressé ses remerciements à ceux qui, malgré des incompréhensions, ont participé à son parcours.

Le désormais ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a relaté ses expériences dans les différents arrondissements de Pointe-Noire, soulignant la diversité et la

richesse culturelle de chaque quartier. Il a évoqué avec émotion ses promenades dans les rues animées et les marchés colorés, ainsi que les traditions locales qui ont marqué son séjour.

Jean Olessongo Ondaye a salué la collaboration exemplaire avec les forces armées congolaises et les instances militaires. Il a particulièrement remercié le général Guy Blanchard Okoi, ainsi que d'autres officiers pour leur soutien indéfectible. Cette coopération a permis de maintenir la stabilité et la sécurité de la zone militaire de défense n°1.

L'ancien commandant de zone a partagé sa philosophie de commandement, axée sur l'humanité et la tolérance. Il a insisté sur l'importance de l'éducation et de la compréhension, plutôt que de la punition, soulignant que l'autorité doit être exercée avec exemplarité et retenue.

Jean Olessongo Ondaye a annoncé son départ avec le sentiment du devoir accompli. Il laisse derrière lui une région en paix et une ville prospère. Il a exprimé sa fierté d'avoir contribué à la construction de lieux de mémoire et d'avoir initié des projets agricoles florissants.

À l'évidence, Jean Olessongo Ondaye a exprimé sa détermination à poursuivre sa mission sous une nouvelle feuille de route, restant lié à la communauté qu'il a servie. Il a exprimé son espoir pour l'avenir, souhaitant que la paix perdure et affirmant sa disponibilité à continuer de servir son pays avec dévouement.

Témoignage du 1er Ministre Anatole Colinet Makosso

Dans une ambiance solennelle, le Premier ministre Anatole Colinet Makosso a pris la parole pour rendre hommage à Jean Olessongo Ondaye, récemment nommé ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Ce moment unique a été

l'occasion de témoigner de la valeur et de l'engagement de cet homme envers la Nation.

Le Premier ministre a débuté son discours en soulignant l'importance de cet événement, un fait inédit dans l'histoire, où il se permet de descendre de son " tabouret de 1er ministre " pour parler de son ancien supérieur avec humilité et admiration. Anatole Colinet Makosso se remémore le temps où Jean Olessongo Ondaye était son chef politico-administratif au sein de l'UJSC Jeunesse du Parti, où il a exercé sous son autorité.

Cette relation, forgée dans le cadre professionnel, est marquée par le respect mutuel et les valeurs partagées. Le Premier ministre n'hésite pas à évoquer le parcours militaire de Jean Olessongo Ondaye et sa transition vers des responsabilités civiles, tout en gardant sa droiture et son intégrité exemplaires.

Le discours retrace également le parcours de Jean depuis son rôle d'aide de camp auprès du président Denis Sassou N'Guesso jusqu'à sa nomination comme ministre. Anatole Colinet Makosso met en lumière les capacités de Jean à résoudre les conflits sans violence et à œuvrer pour la paix et la stabilité.

Le Premier ministre souligne l'importance de l'exemplarité dans le leadership de Jean Olessongo Ondaye. Sa droiture et sa rigueur sont des qualités reconnues par tous, renforçant ainsi son autorité naturelle et son respect dans la force publique.

La cérémonie s'est conclue par un appel à perpétuer l'héritage de gratitude et de loyauté incarné par Jean Olessongo Ondaye. Ce rassemblement a célébré la carrière d'un homme dont le parcours est une source d'inspiration pour tous ceux qui aspirent à servir leur pays avec honneur et détermination.

Yves Malouhase

Ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande : Le nouveau ministre des Transports s'engage à poursuivre les réformes du secteur

Le 28 avril à Brazzaville, le nouveau ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Josué Rodrigue Nguonimba, a pris les rênes du département lors d'une passation de service avec Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas. Il s'est engagé à accélérer les réformes dans ce secteur stratégique, pilier de l'essor économique et social du Congo.

Déterminé à moderniser le ministère, Josué Rodrigue Nguonimba a placé la digitalisation au cœur de ses priorités, à travers le lancement d'audits et la mise à niveau des outils de gestion. Il a exhorté les cadres à déployer un professionnalisme et une rigueur exemplaires pour atteindre les objectifs fixés. " Lors du dernier Conseil des ministres, nous échangeons avec la ministre sortante, qui me l'a rappelé : il s'agit essentiellement de la digitalisation du secteur et de la nécessité de lancer certains audits ", a-t-il indiqué. Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas a rappelé à son



successeur que le département des Transports repose sur quatre piliers interconnectés : les transports routier, ferroviaire, aérien et maritime, dont l'efficacité garantit la fluidité du système national. Parmi les actions prioritaires, elle a mis l'accent sur la modernisation du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) et la relance de la ligne Mont-Bello-Mayoko, essentielles pour fluidifier le transport des marchandises, soutenir l'activité minière et renforcer l'intégration économique du pays.

Remettant symboliquement " les clés de cet édifice " à Josué Rodrigue

Nguonimba, la ministre sortante a exprimé sa pleine confiance en sa capacité à poursuivre les chantiers lancés et à mener les réformes alignées sur la vision du président Denis Sassou N'Guesso. Elle a insisté sur la nécessité de boucler les audits en cours et de moderniser les processus de gestion du transport multimodal, en misant sur la performance des cadres pour offrir des solutions concrètes aux agents économiques, tout en optimisant la marine marchande et l'aviation civile dans un cadre de souveraineté affirmée.

Sainte-Vicky

MANAGER

N°548 du 04 au 11 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Nomination : Liste des membres du gouvernement MAKOSSO III.

Les ministres entrants : Jean Olessongo Ondaye, Noel Léonard Essongo, Constant Serges Bounda, Rodrigue Malanda Samba, Michel Djombo, Frédéric Nze, Prince Bahamboula, Michrist Kaba Mboko, Urbain Fiacre Opo, Gustave Adicolle.

Les Ministres sortis : Emile Ouosso, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, Léon Juste Ibombo, Antoine Thomas Nicéphore Saint Eudes, Gilbert Mokoki, Charles Richard Mondzo.

Voici tout le gouvernement MAKOSSO III :

* **Vice-Premier ministre, chargé de la Coordination, des Infrastructures, du Développement et de l'Aménagement du territoire :** Monsieur Jean-Jacques Bouya ;
* **Ministre d'État, ministre à la Présidence chargé des Affaires politiques :** Monsieur Pierre Oba ;
* **Ministre d'État, ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat :** Monsieur Alphonse-Claude Nsilou ;
* **Ministre d'État, ministre de la Fonction publique,**

du Travail et du Dialogue social : Monsieur Pierre Mabiála ;

* **Ministre de la Défense nationale :** Monsieur Raymond Zéphirin Mboulou ;

* **Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation :** Monsieur Jean Ollessongo Ondaye ;

* **Ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique :** Monsieur Jean-Claude Gakosso ;

* **Ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique :** Monsieur Hugues Ngouélondélé ;

* **Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger :** Monsieur Constant Serge Bounda ;

* **Ministre du Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs :** Monsieur Noël Léonard Essongo ;

* **Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage :** Monsieur Paul-Valentin Ngobo ;

* **Ministre des Finances et du Budget :** Monsieur Christian Yoka ;

* **Ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique :** Monsieur Bruno Jean-Richard Itoua ;

* **Ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement :** Monsieur Thierry Lézin Mougalla ;

* **Ministre des Affaires foncières et du Domaine public :** Monsieur Jean-Marc Thystère Tchicaya ;

* **Ministre de la Santé et de la Population :** Monsieur Jean-Rosaire Ibara ;

* **Ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective :** Monsieur Ludovic Ngatsé ;

* **Ministre de l'Environnement, du Bassin du Congo et du Développement durable :** Madame Arlette Soudan-Nonault ;

* **Ministre de l'Économie forestière :** Madame Rosalie Matondo ;

* **Ministre de la Sécurité sociale, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale :** Madame Ingrid Olga Ebouka-Babackas ;

* **Ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande :** Monsieur Josué Rodrigue Ngouonimba ;

* **Garde des Sceaux, ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones :** Monsieur Aimé Ange Wilfrid Bininga ;
* **Ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, chargé de la ZLECAF :** Madame Jacqueline Lydia Mikolo ;

* **Ministre de la Coopération et de la Promotion du partenariat public-privé :** Monsieur Denis-Christel Sassou Nguesso ;

* **Ministre de la Pêche, de l'Économie fluviale et des Voies navigables :** Monsieur Honoré Sayi ;

* **Ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique :** Monsieur Rigobert Maboundou ;

* **Ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire :** Madame Marie-France Hélène Lydie Pongault ;

* **Ministre des Hydrocarbures :** Monsieur Steve Simplicite Onanga ;

* **Ministre des Industries minières et de la Géologie :** Monsieur Urbain Fiacre Opo ;

* **Ministre du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé :** Monsieur Michel Djombo ;

* **Ministre de l'Enseignement supérieur :** Madame Delphine Edith Emmanuel Adouki ;

* **Ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation :**

Monsieur Jean-Luc Mouthou ;

* **Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat :** Madame Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa née Goma ;

* **Ministre de la Réforme de l'État et des Relations avec le Parlement :** Monsieur Luc Joseph Okio ;

* **Ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement, du Pacte social et de l'Économie informelle :** Madame Inès Nefer Bertille Ingani, épouse Voumbo Yalo ;

* **Ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier :** Monsieur Juste Désiré Mondélé ;

* **Ministre de l'Emploi, de l'Entrepreneuriat et de la Formation qualifiante :** Monsieur Rodrigue Charles Malanda Samba ;

* **Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique :** Monsieur Frederic Ndze ;

* **Ministre de l'Enseignement technique et professionnel :** Monsieur Gustave Adikol ;

* **Ministre délégué auprès du ministre de la Culture, des Arts, de l'Industrie touristique et du Patrimoine national, chargé de l'Industrie touristique :** Monsieur Prince Bertrand Bahamboula ;

* **Ministre délégué auprès du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique, chargé de la Jeunesse et de l'Éducation civique :** Monsieur Prince Michrist KABA MBOKO.

Décès : Ange Édouard Pougui a tiré sa révérence

Ange Édouard Pougui, ancien Premier ministre du Congo et ancien directeur national de la Banque des États de l'Afrique centrale est décédé mardi matin à l'hôpital intercommunal de Créteil en France.

Figure emblématique de la vie politique et économique nationale, Ange Édouard Pougui aura marqué son époque par son engagement au service de l'État, sa rigueur dans la gestion des affaires publiques ainsi que sa contribution à la consolidation des institutions financières. Au cours de sa carrière, il a occupé de hautes fonctions, mettant son expérience et son expertise au service du développement du pays, notamment dans un contexte où la stabilité économique et la gouvernance financière étaient des enjeux majeurs. Son parcours inspire respect et reconnaissance. Il laisse derrière lui l'image d'un homme d'État dévoué, dont l'action a contribué à l'édification du Congo moderne. Ange Édouard Pougui Pougui a été Premier ministre de la République populaire du



Congo du 7 août 1984 au 7 août 1989, mais aussi sénateur. Il quitte le Congo en 1997 et y revient en novembre 2006. Il est choisi comme candidat à l'élection présidentielle de juillet 2009 par l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS). Né en 1942 à Mouyondzi, père de famille, Ange Édouard Pougui est titulaire d'une licence en droit ancien régime du Centre d'enseignement supérieur de Brazzaville (CESB). Retiré de la vie publique, ce grand commis de l'État vivait à Sucy Bonneuil en région parisienne. Il avait 84 ans.

Yves Malouthase

MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°548 du 04 au 11 mai 2026

Sainte-Acacia

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye